

# **MEDEF VIENNE**

Association d'employeurs  
mentionnée à l'article L.2135- 1 du code du travail

Siège social : 23 avenue René Cassin – Téléport 2  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU

Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

*Aux membres de l'Association,*

## **1- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MEDEF VIENNE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **2- Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **3 - Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

➤ Tel que décrit dans l'annexe au paragraphe « Créances », les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque les perspectives d'encaissement s'avèrent inférieures à la valeur comptable.

➤ Nos travaux ont également consisté à vérifier la correcte application de l'accord de gestion de répartition des frais entre l'association et ses partenaires, parties à l'accord.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe sur les postes considérés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

#### **4- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

#### **5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A POITIERS, le 2 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

SAS OUEST AQUITAINE AUDIT

  
Stéphane MELIN  
Commissaire aux Comptes - Associé



**MEDEF VIENNE**

Siège social : 23 avenue René Cassin -  
Téléport 2  
86360 CHASSENEUIL DU POITOU

***Comptes Annuels***

**01.01.2024 - 31.12.2024**

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	20 595	10 363	10 232	5 024
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	4 903		4 903	4 903
	Constructions	44 128	9 586	34 543	35 425
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	167 048	88 736	78 312	50 313
	Immobilisations grévées de droits				
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations en cours	11 714		11 714	5 023
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	22 862	3 932	18 930	26 552
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	100		100	100
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>271 351</b>	<b>112 617</b>	<b>158 734</b>	<b>127 340</b>
	Comptes de liaisons				
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
COMPTES DE REGULARISATION	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés	20 685		20 685	22 442
	Autres créances	156 763		156 763	168 531
	Capital souscrit appelé, non versé				
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES</b>	179 626		179 626	174 097
	Charges constatées d'avance	26 968		26 968	18 941
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>384 042</b>		<b>384 042</b>	<b>384 011</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>	<b>655 393</b>	<b>112 617</b>	<b>542 777</b>	<b>511 352</b>

(1) dont droit au bail  
 (2) dont à moins d'un an  
 (3) dont à plus d'un an

100



100

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droits de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	375 932	360 234
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>30 606</b>	<b>15 698</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>406 538</b>	<b>375 932</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>		
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>406 538</b>	<b>375 932</b>
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>		
	Comptes de liaisons		
Fonds dédiés	Aux fondations abritées		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	<b>Total des fonds dédiés</b>		
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	40	40
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 791	33 972
	Dettes fiscales et sociales	92 330	70 677
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	7 118	30 731
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	4 960	
	<b>Total des dettes</b>	<b>136 239</b>	<b>135 420</b>
	Ecarts de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>542 777</b>	<b>511 352</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centièmes	30 605,60	15 698,21
	(1) Dont à moins d'un an	136 239	135 420
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	40	40



# Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	395 008	381 225
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	17 500	6 000
	Dons		
	Cotisations	708 343	603 347
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	29	5
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	26 116	21 332
	Autres produits		
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 146 996</b>	<b>1 011 909</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	413 202	409 085
	Impôts, taxes et versements assimilés	27 074	21 816
	Rémunération du personnel	450 840	383 234
	Charges sociales	192 546	168 868
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	22 804	16 707
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	5 988	692
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 112 456</b>	<b>1 000 402</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>34 541</b>	<b>11 507</b>
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	4 518	3 502
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	160	160
Charges financières	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>4 358</b>	<b>3 342</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>38 898</b>	<b>14 848</b>
	Produits exceptionnels	780	45 294
	Charges exceptionnelles	9 073	44 444
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(8 293)</b>	<b>850</b>
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 152 294</b>	<b>1 060 704</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 121 688</b>	<b>1 045 006</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>30 606</b>	<b>15 698</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		





# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Désignation de l'entreprise : ASS MEDEF VIENNE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de **542 777** euros. et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de **30 606** euros

L'exercice a une durée de **12** mois, recouvrant la période du **01/01/2024** au **31/12/2024**.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/05/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et du règlement n°2018-06 modifié par le règlement 2020-08 du 4 décembre 2020 de l'ANC (Autorité des normes comptables).

En application de l'arrêté du 31 décembre 2009 portant homologation du règlement n°2009-10 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales, le nouveau plan comptable est appliqué depuis la clôture de l'exercice 2009.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 12 mois
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 1 à 5 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 3 ans
- \* Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 2 à 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Stocks et en cours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

## Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## FAITS CARACTERISTIQUES ET INFORMATIONS AMELIORANT L'IMAGE FIDELE

### CHANGEMENTS COMPTABLES

En application du décret 83-1020 du 29 novembre 1983, une révision du plan d'amortissement est possible pour assurer la régularité et la sincérité des comptes.

A compter du 1er janvier 2015, la durée d'amortissement de la quote-part de la construction de l'immeuble sis 23 rue René CASSIN, à CHASSENEUIL DU POITOU a été modifié pour refléter une meilleure interprétation du marché de l'immobilier sur le site du Futuroscope.

Cette durée d'amortissement a été fixée à 50 ans. Elle était auparavant de 30 ans

En application de l'arrêté du 31 décembre 2009 portant homologation du règlement n°2009-10 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales

- Le fait générateur de la cotisation est constaté par l'appel de cotisation.
- La méthode de comptabilisation appliquée consiste à enregistrer la totalité de la cotisation perçue en produit et la quote-part des versements à d'autres structures auxquelles elle est affiliée ou adhérente en charges.

Le montant brut des cotisations perçues sur l'exercice 2024 est de 708 343 Euros.

Dans le cadre de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que le président, le vice-président et le trésorier n'ont perçu aucune rémunération ni avantage en nature au cours de l'année.

### RAPPELS

Depuis 2008, un accord de gestion et de répartition de frais est applicable entre le MEDEF VIENNE et les entités suivantes :

U.I.M.M. Vienne, G.I.C., ARIC, Syndicat des Combustibles, Propriété Rurale, EDITEC, A.V.R.H., ASFA-PC.

Le 25 juin 2014, le MEDEF VIENNE a acquis en pleine propriété indivise 7.80 % d'un ensemble immobilier sis 23, avenue René CASSIN, à CHASSENEUIL DU POITOU.

Un nouvel accord a été signé, ayant pour objet de définir les règles de répartition des frais de fonctionnement pour chaque entité présente, lesquelles conservent évidemment leur autonomie propre.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Ces conventions stipulent que :

- Concernant l'immeuble et ses annexes :

L'U.I.M.M. met à disposition du MEDEF Vienne l'ensemble des bâtiments.

- Concernant le personnel et les moyens matériels :

Le MEDEF met son personnel à la disposition des diverses entités sans aucun but lucratif.

A ce titre, cette mise à disposition fait l'objet d'une facturation sur la base d'un taux horaire chargé multiplié par le nombre d'heures de mise à disposition.

Pour la répartition des moyens matériels, il a été décidé d'utiliser la clef de répartition des charges de personnel

Ainsi, compte tenu de la convention, le montant des frais refacturés par le MEDEF Vienne auprès des autres entités pour 2024 s'élève à 328 706 Euros.

Dans le cadre de cet accord de répartition, la convention de trésorerie entre le MEDEF et l'UIMM s'est également poursuivie sur l'exercice.



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## **AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVES :**

En application de l'article L2135-2 du Code du Travail, modifié par l'ordonnance du 22 janvier 2009, les syndicats professionnels et leurs unions qui contrôlent une ou plusieurs personnes morales au sens de l'article 233-16 du Code de Commerce, sont tenus soit d'établir des comptes consolidés, soit de fournir en annexe les comptes agrafés de ces personnes morales ayant fait l'objet d'un contrôle légal par un commissaire aux comptes.

En application de cet article, le MEDEF Vienne contrôle les personnes morales suivantes :

- SARL EDITEC dans laquelle le MEDEF Vienne est associé à hauteur de 49.60 % et dont l'objet social est « la publication de revues ».
  - L'association A.V.R.H. dont l'objet social est « d'accompagner les entreprises sur leurs problématiques de développement, d'optimisation, de production et de sauvegarde »..
- Le MEDEF Vienne et A.V.R.H. ont des administrateurs en commun.

Les comptes de l'association A.V.R.H. sont agrafés en annexe des présents comptes.

Les honoraires des missions de commissariat aux comptes pour l'exercice 2024, sont de 4 512 €.



# Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	20 928		9 269		9 601	20 595
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 928		9 269		9 601	20 595
CORPORELLES	Terrains	4 903					4 903
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	44 128					44 128
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	31 886		73 913		43 994	61 806
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	93 017		22 098		9 873	105 242
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	5 023		20 512		13 821	11 714
	Avances et acomptes			11 825		11 825	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	178 958		128 348		79 513	227 794	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	30 485				7 622	22 862
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	100					100
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	30 585				7 622	22 962
TOTAL		230 470		137 617		96 736	271 351





# Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	15 903	4 060	9 601	10 363
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 903	4 060	9 601	10 363
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	8 703	883		9 586
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	2 202	5 082		7 284
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	72 389	36 714	27 651	81 452
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		83 294	42 678	27 651	98 321
TOTAL		99 197	46 739	37 252	108 684

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>TOTAL IMMOB INCORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
<b>TOTAL IMMOB CORPORELLES</b>							
Frais d'acquisition de titres de participation							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GENERAL NON VENTILE</b>							



# Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	3 932			3 932
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>3 932</b>			<b>3 932</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>3 932</b>			<b>3 932</b>

Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.			



# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	100	100	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	20 685	20 685	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	410	410	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	500	500	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	155 853	155 853	
	Charges constatées d'avances	26 968	26 968	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>204 516</b>	<b>204 516</b>	
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	40	40		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	31 791	31 791		
	Personnel et comptes rattachés	36 339	36 339		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	53 140	53 140		
	Impôts sur les bénéfices	517	517		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 334	2 334		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	7 118	7 118		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	4 960	4 960		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>136 239</b>	<b>136 239</b>		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		66 838
Autres créances		66 838
AIDE APPRENTI A RECEVOIR	500	
PROV. QP CHARGES SATELLITES	7 031	
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	739	
PDTS A REC.QP CHARGES UIMM	58 568	



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		66 483
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		40
INTERETS COURUS A PAYER	40	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		9 258
FOURN. FACT. NON PARVENUES	9 258	
Dettes fiscales et sociales		57 185
DETTE CONGES PAYES	36 339	
DETTE CHARG.SOC./CONGES PAYES	20 846	



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		26 968	26 968
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			26 968



Engagements financiers

Etat exprimé en euros 31/12/2024

	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés DETTE ACUARIELLE IFC 2024	15 161	
	15 161	
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	15 161	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		



Filiales et participations



Etat exprimé en euros		31/12/2024		Capital	Capitaux propres	Q uote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus				
							Brute	Nette			
A. Renseignements détaillés											
1. Filiales (Plus de 50 %)											
2. Participations (10 à 50 %)											
SARL EDITEC				50 000	28 820	49,60	3 781	3 781			
1. Filiales (Plus de 50 %)				Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés			
2. Participations (10 à 50 %)						120 023	2 501				
SARL EDITEC											
B. Renseignements globaux				Filiales non reprises en A			Participations non reprises en A				
				françaises		étrangères		françaises		étrangères	
Capital											
Capitaux propres											
Quote part détenue en pourcentage											
Valeur comptable des titres détenus - Brute											
Valeur comptable des titres détenus - Nette											
Prêts et avances consentis											
Montant des cautions et avals											
Chiffre d'affaires											
Résultat du dernier exercice clos											
Dividendes encaissés											





## Annexe libre

Etat exprimé en euros

### TABLEAU DE RESSOURCES

En application de l'arrêté du 31 décembre 2009 portant homologation du règlement n°2009-10 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organisations syndicales

le calcul des ressources s'établit comme suit :

Cotisations reçues	708 343
Reversement de cotisations	
Subventions reçues	17 500
Autres produits d'exploitation perçus	421 153
Produits financiers perçus	4 518
Total des ressources	1 151 514

### SYNTHESE DE REPARTITION DES CHARGES

(selon accord de gestion et de répartition de charges)

SATELLITES	% de répartition	charges
MEDEF VIENNE	62.81%	555 152
UIMM	34.00%	300 568
EDITEC	0.82%	7 262
SCI DES ENTREPRENEURS	0.09 %	833
ASSOCIATION AVRH	1.51%	13 382
SYNDICAT DES COMBUSTIBLES		
ASSOCIATION ARIC	0.53%	4 692
NICKEL		
ADEFIM		-
PROPRIETE RURALE	0.22%	1 969
		-
	100,00%	883 858



## Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

(articles R. 225-102 du Code de commerce)

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
<b>CAPITAL en Fin d'exercice</b>	Capital social					
	Nombre d'actions ordinaires					
	Nbre d'actions dividende prioritaire sans droit de vote					
	Nombre maximal d'actions à créer : - Par conversion d'obligation - Par droit de souscription					
<b>OPERATIONS et RESULTAT</b>	Chiffre d'affaires ( hors taxes )	238 134	313 043	353 723	381 225	395 008
	Résultat avant impôts, participations dotations aux amorts et prov.	84 993	38 834	55 403	32 405	54 145
	Impôts sur les bénéfices					
	Participation des salariés					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions	79 353	30 642	43 202	15 698	30 606
	Résultat distribué					
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>	Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amorts et prov.					
	Résultat après impôts, participation, dotations aux amorts et provisions					
	Dividende attribué					
<b>PERSONNEL</b>	Effectif moyen salarié					
	Montant de la masse salariale	295 493	290 881	354 437	383 234	450 840
	Montant des sommes versées en avantages sociaux	136 723	132 796	164 491	168 868	192 546

